



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté  
et de légalité**

## **ARRÊTÉ**

**Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires**

**N°DCL-BRENV-2024- 285 - 1**

**Coopérative Agricole et Viticole Bourgogne du Sud**

**Siège administratif :**

SIRET : 77855642300052

Avenue du Président Borgeot

71350 Verdun-sur-le-Doubs

**Site d'exploitation :**

Zone portuaire Sud

71380 Saint-Marcel et Épervans

**LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE**

**Chevalier de la Légion d'honneur**

**Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, L. 512-6-1, R. 181-45, R. 512-39 à R. 512-39-3 et R. 512-75-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 09-04057 délivré le 16 septembre 2009 à la société Coopérative Agricole et Viticole Bourgogne du Sud pour le site qu'elle exploite dans la zone portuaire sud des communes de Saint-Marcel et Épervans ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 11-01471 du 13 avril 2011 ;

Vu la notification de l'exploitant en date du 6 mai 2024 relative à la cessation d'activité de ses installations de refroidissement évaporatif exploitées sous la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la demande de l'exploitant de reporter la réhabilitation et les opérations de détermination de l'usage futur de la parcelle sur laquelle étaient exploitées deux installations de refroidissement évaporatif soumises à la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 30 août 2024 ;

Vu le courrier transmis à l'exploitant en date du 09 septembre 2024 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;

Considérant que l'exploitant a définitivement mis à l'arrêt, au sens de l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement, sur la parcelle n° 325 (section 0Y) dans la commune de Saint-Marcel, deux tours aéroréfrigérantes exploitées sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique et soumises à la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que le terrain concerné n'est pas libéré du fait du maintien d'autres activités réglementées au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant a justifié par courrier du 6 août 2024 le besoin de reporter la réhabilitation et les opérations de détermination de l'usage futur telles que définies à l'article R.512-39-2 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient d'encadrer les conditions de ce report ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> – Report de la réhabilitation et de la détermination de l'usage futur**

La réhabilitation et la détermination de l'usage futur du terrain où étaient situées les installations soumises à la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement mises à l'arrêt par la société Coopérative Agricole et Viticole Bourgogne du Sud, dont le siège social est situé avenue du Président Borgeot à Verdun-sur-le-Doubs, autorisée à exploiter un site de stockage de céréales et oléagineux en silos sur les communes de Saint-Marcel et Épervans, est reportée dans les conditions définies par l'article suivant.

La parcelle cadastrale concernée par cette mesure est repérée en annexe.

### **Article 2 – Conditions du report**

À la fin de l'article 1.6.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 09-04057, délivré le 16 septembre 2009 par le préfet de Saône-et-Loire, est ajouté l'alinéa suivant :

« La réhabilitation et les opérations de détermination de l'usage futur du terrain visé à l'article 1<sup>er</sup> sont reportées jusqu'à l'arrêt définitif de toutes les installations de l'établissement justifiant un classement au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 du code de l'environnement. Dès lors, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, puis met en œuvre les opérations de réhabilitation selon les dispositions de l'article R. 512-39-3. Le délai de transmission du mémoire de réhabilitation est de six mois suivant l'arrêt définitif de l'exploitation. »

### **Article 3 – Mise en sécurité**

Les opérations de mise en sécurité comprennent notamment l'évacuation des produits dangereux et la gestion des déchets liés à l'activité des installations de refroidissement évaporatif classées sous la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

### **Article 4 – Publication et notification**

En application de l'article R. 181-44 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée en mairies de Saint-Marcel et Epervans et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché en mairies de Saint-Marcel et Épervans pendant une durée minimum d'un mois. Les maires des communes de Saint-Marcel et Épervans font connaître par procès verbal adressé à la préfecture de Saône-et-Loire l'accomplissement de cette formalité ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Le présent arrêté est notifié à la société Coopérative Agricole et Viticole Bourgogne du Sud, dont le siège social est situé avenue du Président Borgeot à Verdun-sur-le-Doubs.

### **Article 5 – Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le maire de la commune de Saint-Marcel, le maire de la commune d'Épervans et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du

logement de Bourgogne-Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et dont copie sera faite à l'unité interdépartementale du Jura et de la Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté à Mâcon.

Fait à Mâcon le 11 OCT. 2024

Le préfet,

Pour le préfet,  
la secrétaire générale de la  
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON

### DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Dijon :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

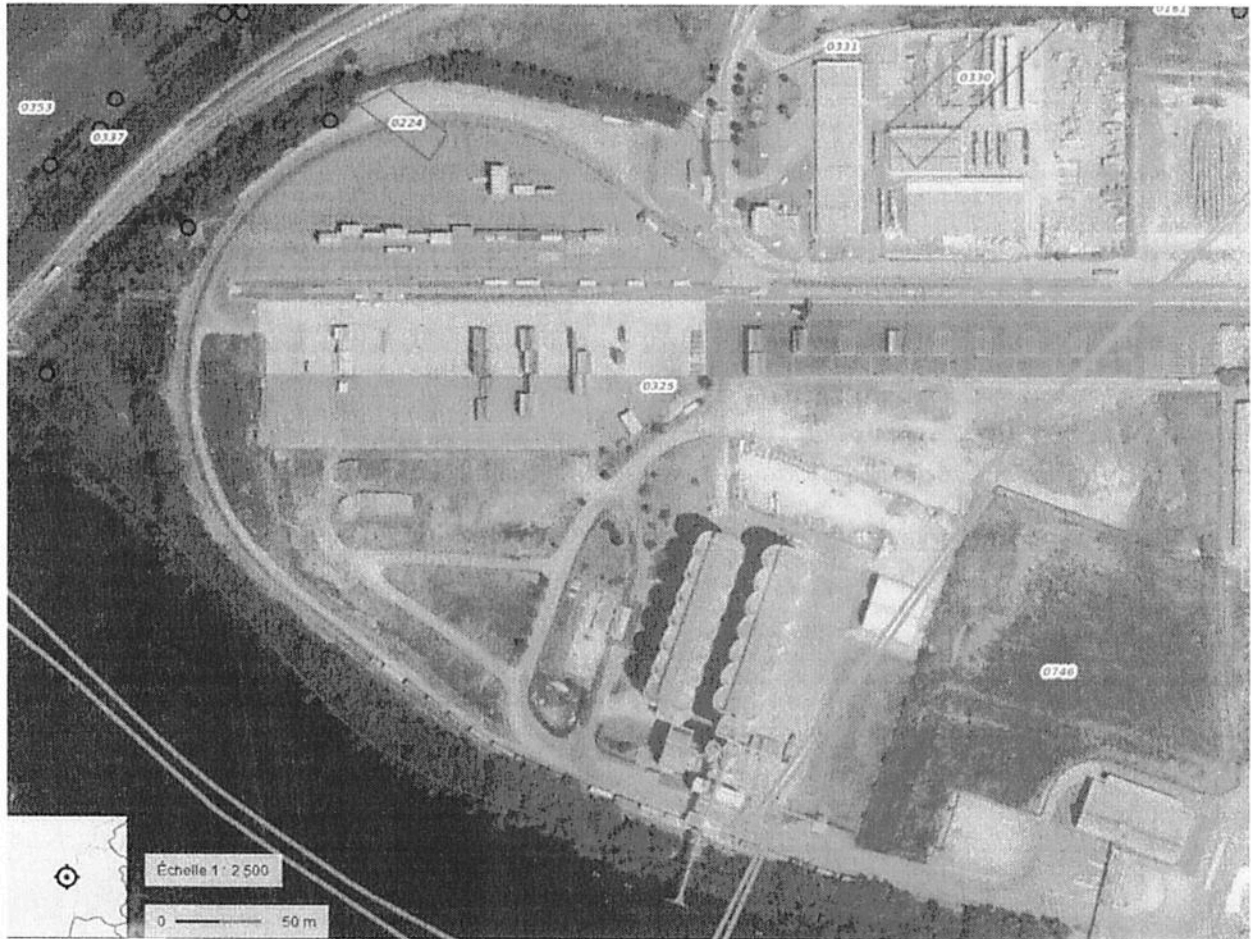
1 OCT 1954



## ANNEXE

Vue aérienne du terrain où étaient situées les installations soumises à la rubrique 2921

Parcelle n° 325, section 0Y, dans la commune de Saint-Marcel



© IGN 2023 – Géoportail (date de la prise de vue : 11/07/2023)

*Vu pour être annexé à  
notre arrêté en date de ce jour  
Mâcon, le 11 OCT. 2024*

Pour le préfet,  
la secrétaire générale de la  
préfecture de Saône-et-Loire

*[Signature]*  
Agnès CHAVANON

WATER 1000 1000 1000  
1000 1000 1000

1000 1000 1000  
1000 1000 1000

1000 1000 1000